



Il faut nationaliser l'énergie

*L*a tragédie du Japon

La tragédie vécue par le peuple Japonais depuis l'accident nucléaire est immense. La catastrophe s'élargit et le bilan humain s'alourdit.

A l'heure qu'il est, il faut que se développent toute la solidarité et l'aide possible

En France

Cette catastrophe remet au premier plan la question de l'avenir énergétique et de la place du nucléaire.

« COMMUNISTES » demande la nationalisation d'urgence d'EDF et de GDF.

La première condition pour se donner les moyens d'investir dans la sécurité des centrales est de ne pas laisser l'énergie et particulièrement nucléaire dans les mains des multinationales dont le seul credo est la recherche du profit à tout prix en sacrifiant l'humain.

Les conséquences de la déréglementation, de la privatisation

La déréglementation d'EDF en 1998 et des secteurs de l'énergie dans les pays européens a montré ses conséquences. En novembre 2006 lors d'une panne géante d'électricité en Europe, nous rapportions un article du journal « Le Figaro » qui citait l'économiste en chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique : « Il faudrait investir 1.600 milliards d'euros en Europe d'ici 2030 pour remplacer les centrales vétustes et construire de nouvelles capacités » et concluait : « les opérateurs électriques européens sont trop occupés à se racheter les uns les autres à coup de dizaines de milliards d'euros pour investir dans les équipements » Sans commentaire.

L'ouverture d'EDF à la concurrence en 2004, la privatisation de GDF accouplé depuis avec SUEZ a accentué la déréglementation. La baisse des investissements, l'entretien confié de plus en plus à la sous-traitance le moins cher possible a réduit l'entretien, la mise à jour des centrales.

La loi dite NOME, dans le cadre de l'Union Européenne qui impose la cession d'un quart de la production nucléaire d'EDF à ses concurrents à bas prix durant quinze années, procurera des profits aux concurrents et mettra encore plus en péril les moyens mis à la sécurité des installations existantes.

Au Japon, Tepco (Tokyo electric power) **le plus grand producteur d'électricité du monde** qui gère les centrales de Fukushima, affichait un bénéfice net de 1,19 milliards d'euros) fin 2009. Il assurait qu'il avait su « compresser ses dépenses courantes, rationaliser l'ensemble des opérations y compris la réduction des coûts pour sécuriser ses profits ».

Le rôle de la nationalisation d'EDF en 1945

En 1945 un vaste secteur public nationalisé – dont EDF a été créée. Nationalisation,

c'est-à-dire transfert à la collectivité publique nationale de la propriété de certains moyens de production en vue de mieux servir l'intérêt public. EDF devenait un monopole public donc de non concurrence capitaliste.

EDF a joué un rôle majeur dans le développement économique de notre pays, il a assuré, un développement énergétique considérable dans tous les domaines, l'accès du peuple à l'énergie, et l'indépendance énergétique de notre pays.

Depuis 70 ans, le secteur public est l'objet d'un affrontement de classe permanent entre le capital et les travailleurs. **Depuis 30 ans les gouvernements successifs, de droite, PS et ses alliés de gauche ont privatisé sans relâche, livré au capital, la presque totalité du secteurs public.**

Les besoins énergétiques aujourd'hui

D'ici la fin du siècle la population mondiale sera plus de 9 milliards d'individus, 3 milliards de plus qu'aujourd'hui. Les besoins en énergie vont croître, rien par exemple que l'accès à l'eau va les accroître. Pour faire face à tous les enjeux, toutes les énergies seront nécessaires. L'énergie nucléaire est une des plus concentrées. C'est un avantage considérable, on ne peut pas l'éliminer. En même temps il faut continuer toutes les recherches indispensables pour l'avenir.

On ne peut donc pas laisser cela dans les mains des multinationales. Il faut que la nation soit maître de ces technologies, de cette industrie, des recherche et qu'on y consacre les moyens nécessaires.

Les Partis politiques

F. Fillon a annoncé que toutes les centrales françaises allaient être contrôlées mais ils continuent à livrer tout au capital et N. Sarkozy vient de demander à AREVA de filialiser (c'est-à-dire d'ouvrir au privé) son activité dans les mines d'uranium.

Le PS et ses alliés ne demandent pas la nationalisation d'EDF (et pour cause ils ont bien privatisé eux-mêmes), ils réclament tous un « débat national » (ça ne coûte rien).

Libération a titré à propos de l'Assemblée Nationale « **Union sacrée des députés** ». J. Marc Ayrault président du groupe socialiste a appelé ainsi à « éviter toute polémique ».

Le PCF demande aussi un grand débat public citoyen. Quand aux Verts « sortir du nucléaire » c'est leur fond de commerce. Remarquons que Mélenchon enfourche ce cheval...

Pour « Communistes » la lutte pour la reconquête d'un secteur public national soustrait à la concurrence capitaliste est une nécessité. Il est urgent en ce qui concerne l'énergie. Seul un secteur public nationalisé peut permettre de créer les conditions d'une véritable maîtrise de l'énergie, de son développement pour permettre de répondre aux besoins du pays et préserver l'indépendance énergétique de la France.

Ce qui se passe aujourd'hui le démontre une fois de plus.

www.sitecommunistes.org